

## POUR LE PRÉSIDENT DU FRONT EL MOUSTAQBAL :

## «Le pays va droit dans le mur»

**Le président du Front El Moustaqbal estime que le pays emprunte «un virage dangereux et va droit dans le mur».**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** A l'appui de son constat alarmant, Abdelaziz Bélaïd, qui présidait, hier samedi, une réunion des représentants au niveau des wilayas (36), de la commission nationale des jeunes et des étudiants relevant du parti, la gestion à «l'à-peu-près» des affaires du pays, «les scandales de corruption qui rythment l'activité nationale ou encore l'absence de vision prospectrice».

Ceci même s'il juge que ces scandales ne sont pas aussi nombreux au regard des budgets colossaux mobilisés ces dernières années. «Les pays développés se projettent sur 50 ans voire plus et nous gérons le pays au jour le jour», explique-t-il.

Ce qui est, ajoutera l'orateur, loin de constituer une «fatalité» pour peu qu'il y ait une volonté politique car le contexte exige des «gens intègres, honnêtes et déterminés» et pas spécialement de la «technologie et de l'argent». Ce qui suppose un changement de cap «inévitables» selon



Un constat alarmant de Abdelaziz Bélaïd.

Bélaïd. Le premier responsable d'el Moustaqbal usera d'ironie concernant la vague de démissions parmi ses cadres et militants que l'on dit rejoindre en masse le nouveau parti en cours de constitution par

l'ex-chef du gouvernement, Ali Benflis. «Tant mieux si des militants et des cadres du parti vont vers d'autres partis, ce qui veut dire que le nôtre est grand et important», a-t-il commenté. Ceci avant de faire

part du ralliement «sans tambours ni trompettes» de dizaines d'élus locaux voire de cadres dirigeants d'autres chapelles politiques venus renforcer les rangs du Front el Moustaqbal.

Abdelaziz Bélaïd a dit regretter, par ailleurs, que la justice n'ait pas pris le relais des dénonciations faites par la secrétaire générale et des députés du PT. Il a exprimé, fort-à-propos, son étonnement que des «intouchables», pourtant cités dans les scandales de corruption n'aient pas daigné «s'expliquer». Quoique l'orateur ait tenu à exprimer toute sa confiance en cette même justice pour tirer au clair ces affaires scabreuses de corruption.

Bélaïd a aussi invité ses jeunes militants à ne pas avoir peur de la chose politique, les conviant à «détruire» tous les préjugés sciemment créés et entretenus autour. «Ce n'est pas vrai, la politique ne rime pas avec le mensonge et les hommes politiques ne sont pas tous les mêmes. Il y a des honnêtes, des propres et des intègres parmi eux qui ne veulent que du bien pour le pays», a-t-il martelé.

M. K.

## RÉORGANISATION DU PORT D'ALGER

Plus de 18 000 m<sup>2</sup>  
de surface  
récupérés

L'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL) a pu récupérer plus de 18 000 m<sup>2</sup> de surface au port d'Alger. Un espace qui servira principalement à l'entrepôtage des conteneurs et permettra ainsi de faciliter les opérations portuaires.

C'est ce qu'a affirmé le directeur adjoint de l'EPAL, hier, à Alger, en marge de la cérémonie de commémoration du 53<sup>e</sup> anniversaire de l'attentat du 2 mai 1962, commis par l'Organisation de l'armée secrète (OAS) contre les dockers au centre d'embauche du port d'Alger.

Selon Nadhemedine Hasni, l'entreprise est en train de réorganiser, de rationaliser et de récupérer des espaces. «Nous essayons de récupérer des espaces, notamment avec la démolition des magasins, aujourd'hui devenus obsolètes. Ils étaient destinés pour le stockage des marchandises diverses alors qu'aujourd'hui, en dehors du roulant et des cargaisons homogènes, toutes les marchandises sont conteneurisées», précise-t-il.

S'agissant de la modernisation du port, le directeur adjoint de l'EPAL indique que les travaux de confortement des quais sont en cours au terminal à conteneurs du port. Une opération qui sera suivie dit-il, par «l'installation de moyens modernes tels que les portiques de quais et les portiques de baies pour assurer le déchargement rapide des navires». Un matériel qui ne peut que permettre à l'entreprise un gain de temps et d'argent.

Rym Nasri

## UNE FEMME SUR DEUX ACCOUCHE PAR CÉSARIENNE

# Les spécialistes alertent sur le recours abusif à cette pratique

**Des spécialistes alertent sur le recours «abusif» à l'accouchement par césarienne. Une femme sur deux accouche par césarienne en Algérie tandis que l'OMS (Organisation mondiale de la santé) a fixé le taux de césarienne entre 5 à 15%.**

L'Algérie enregistre une moyenne de un million de naissances par an. Cependant, l'accouchement par césarienne alerte les spécialistes. «C'est beaucoup et c'est un accouchement à haut risque pour la mère et le fœtus» s'est exprimé hier le professeur Zeggane du CHU Parnet qui intervenait en marge du 3<sup>e</sup> congrès maghrébin des sages-femmes.

Le recours à cette pratique, dit-elle, augmente le taux de mortalité par dix, expose l'enfant à la détresse respiratoire, augmente le risque d'hospitalisation de l'enfant qui, en grandissant, risque de développer de nombreuses pathologies chroniques comme le diabète de type 1 et l'asthme. C'est pourquoi le professeur appelle les sages-femmes à faire la promotion de l'accouchement physiologique.

Par ailleurs, les sages-femmes algériennes, tunisiennes, marocaines et mauritaniennes ont été en conclave hier, à l'occasion de la célébration de leur Journée internationale, pour discuter de leurs différentes expériences.

L'Algérie «peut être fière de ce qu'elle a réalisé pour la protection de la santé de la mère et de l'enfant», estime M<sup>me</sup> Tarikt, ancienne sage-femme et représentante de l'association algérienne pour la planification familiale. Selon les chiffres des Nations unies pour la population, le taux de mortalité maternelle est passé de 220 décès maternels pour 100 000

naissances vivantes en 1990 à 66,4 pour 100 000 naissances vivantes en 2013.

L'objectif du millénaire pour le développement est d'atteindre 57 décès par 100 000 naissances vivantes. Selon les chiffres donnés par le docteur Sahri du CHU Mustapha-Pacha, Alger, le taux de fécondité est de 3,02 enfants par femme, le taux de mortalité infantile est de 23,4 et celui de la mortalité maternelle est de 97 décès pour 100 000 naissances.

Le médecin qui estime que la situation s'est beaucoup améliorée s'interroge si les 6 000 sages-femmes que compte l'Algérie peuvent faire face à un million de naissances enregistrées annuellement.



La césarienne, un accouchement à haut risque.

«Quel que soit le pays, il ne peut pas faire face à un nombre de grossesses et d'accouchements aussi important», estime-t-il. Le Dr Sahri a d'ailleurs souligné le problème de l'interdiction de l'interruption thérapeutique de la grossesse.

Cette dernière est en effet interdite par la loi sauf dans le cas où celle-ci met directement en danger la vie de la mère. «Nous avons des cas désespé-

rants» a déclaré le professeur Laraba du CHU de Bab El Oued qui demande à ce que ce problème soit réglé par voie législative.

Pas de chiffres mais beaucoup d'enfants naissent mal formés. Certains parents préfèrent pratiquer l'avortement ailleurs surtout que les moyens de prise en charge de ces enfants font défaut.

S. A.

## MORT TRAGIQUE DE L'ÉCOLIER M. RAMZI

# Les services de sécurité ouvrent une enquête

Une enquête policière a été ouverte suite au décès du jeune écolier, M. Ramzi, jeudi dernier, à l'hôpital Birtraria (Alger). Une mort tragique qui a, d'ailleurs, plongé en émoi et jeté dans la consternation, son quartier d'El Biar.

Selon le communiqué de la DGSN (Direction générale de la Sûreté nationale), l'écolier, âgé de 11 ans, a été victime d'un malaise mercredi 29 avril 2015. Transporté par sa famille à l'hôpital Birtraria, l'enfant rend l'âme le lendemain vers 1h. Sa mort étant suspecte, le médecin légiste a pratiqué une autopsie, ajoute la même source.

Les parents du petit Ramzi attribuent la mort de leur fils aux blessures que lui aurait causées le père de l'un de ses camarades de classe à l'école primaire Moula-Hanine (ex-Paul-Bert) d'El-Biar avec lequel il se serait battu. Selon eux, le parent en question aurait attendu Ramzi à la sortie des classes pour le battre.

Confiée aux services de sécurité de la daïra de Bouzaréah, l'enquête sur le décès de M. Ramzi déterminera les dessous de cette affaire, informe encore la DGSN.

Ry. N.